

Questions orales

M. le Président: A l'ordre.

L'hon. Michael Wilson (ministre des Finances): Monsieur le Président, je crois que nos chercheurs sont très satisfaits. Le gouvernement leur a offert la possibilité de recevoir un milliard de nouveaux fonds au cours des cinq prochaines années. En outre, nous avons cherché à intégrer plus étroitement les activités du secteur public à celles du secteur privé en vue d'accroître l'utilité des résultats obtenus et de rapprocher les laboratoires de recherche du marché, dans l'intérêt de tous les chercheurs.

M. Berger: Quoi qu'en dise le ministre, limiter la recherche, et restreindre ce secteur, c'est comme retirer les enfants de l'école quand les temps sont durs.

LA POLITIQUE DU GOUVERNEMENT

M. David Berger (Laurier): Monsieur le Président, que faudra-t-il faire pour que le gouvernement se rende compte que notre bien-être futur, nos emplois, dépendent de ce que nous investissons aujourd'hui dans notre richesse la plus précieuse, les ressources humaines?

L'hon. Michael Wilson (ministre des Finances): Monsieur le Président, cette rhétorique spéculaire ne trompera personne. Un milliard c'est beaucoup d'argent et les scientifiques...

M. Berger: Il ne s'agit pas d'un milliard de dollars.

M. Wilson (Etobicoke-Centre): Si, un milliard, et les chercheurs sont satisfaits de ce que nous avons fait en ces temps d'austérité, alors que bien d'autres organismes publics ont vu leurs dépenses discrétionnaires réduites. Nous avons prévu de nouveaux fonds pour la recherche scientifique parce que nous en connaissons tous l'importance.

M. le Président: A l'ordre.

* * *

● (1150)

LA FONCTION PUBLIQUE

LES COMPRESSIONS BUDGÉTAIRES—L'INCIDENCE SUR LES EMPLOIS

M. Mike Cassidy (Ottawa-Centre): Monsieur le Président, ma question s'adresse au premier ministre en l'absence du président du Conseil du Trésor. Étant donné que 10,000 autres emplois pourraient être supprimés en raison des nouvelles compressions d'un demi-milliard de dollars et de la limite imposée aux dépenses ministérielles annoncée cette semaine, le premier ministre pourrait-il nous assurer que pas un seul autre emploi ne sera sacrifié à cause de ces nouvelles restrictions budgétaires?

L'hon. Michael Wilson (ministre des Finances): Monsieur le Président, le président du Conseil du Trésor a déclaré que

nous arrêterions les détails de ces compressions systématiques de 500 millions de dollars en temps opportun. On ne peut prévoir exactement maintenant qu'elles seront les répercussions de cette mesure en années-personnes, mais le gouvernement s'est efforcé et s'efforcera toujours de combler les postes libérés par les départs normaux au sein de l'appareil public.

ON DEMANDE L'ASSURANCE DU MINISTRE

M. Mike Cassidy (Ottawa-Centre): Monsieur le Président, ma question supplémentaire s'adresse au ministre des Finances qui nous révèle maintenant que d'autres années-personnes pourraient être supprimées en plus des 15,000 déjà annoncées. Le ministre des Finances pourrait-il nous confirmer que ces compressions se limiteront à ces 15,000 emplois? Pourrait-il nous en donner l'assurance?

L'hon. Michael Wilson (ministre des Finances): Monsieur le Président, j'ai déjà amplement expliqué que ce plan serait divulgué très prochainement. Le député aura alors la réponse qu'il cherche.

* * *

[Français]

LE BUDGET

LE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE RÉGIONAL

M. Jacques Guilbault (Saint-Jacques): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre des Finances qui a sans doute remarqué que plusieurs gouvernements provinciaux se sont montrés insatisfaits du budget.

Par exemple, le premier ministre du Québec, M. Bourassa, se dit inquiet que les augmentations substantielles d'impôt réduisent la croissance économique au pays.

Je voudrais demander au ministre comment il a pu penser aider les régions qui ont besoin de développement au pays en présentant un budget dont les fonctions fiscales énormes vont ralentir la demande et réduire la croissance économique au pays. Est-ce que c'est là son plan pour développer les régions qui en ont besoin?

[Traduction]

L'hon. Michael Wilson (ministre des Finances): Monsieur le Président, je mets le député en garde contre de telles conclusions, car il y a 16 mois, je crois, le très honorable chef de l'opposition officielle tirait les mêmes conclusions. Il soutenait que l'exposé économique du 8 novembre 1984 ferait disparaître 50,000 ou 100,000 emplois au pays; il est peut-être même allé jusqu'à 200,000 emplois un jour où il se sentait particulièrement d'attaque. Or 580,000 emplois ont été créés depuis septembre 1984 à mesure que nous mettons nos programmes en œuvre.